

l'Étudiant

de France

NOUVELLE SERIE N° 1

JUN 1968

SPÉCIAL BAC

RÉDIGÉ PAR :

**L'UNEF
ET LES C.A.L.**

MENSUEL : 0,50

CAL : *Syndicat ou non ?*

Tout le monde s'accorde à estimer que la participation lycéenne aux événements de mai est un phénomène nouveau, et que l'ampleur de l'engagement des lycéens dépasse ce que l'on a pu connaître pendant la guerre d'Algérie. C'est alors que se pose la question : les Comités d'Action lycéens, qui regroupent les lycéens depuis le mois de décembre, devaient-ils ou ne devaient-ils pas prendre parti dans une lutte qui a vite débordé le cadre universitaire, pour prendre une tournure politique puisque la question à l'ordre du jour était (et reste) celle du pouvoir, du système capitaliste. En un mot, quel doit être le rôle des C.A.L. ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que, depuis l'annonce d'élections législatives, une grande vague de réformisme tente de s'imposer partout, dans les lycées, les facs, les usines, et certains, que l'on avait vus condamner le mouvement lycéen à sa création, tentent maintenant de le reprendre à leur compte, en le voulant strictement syndical et corporatiste.

Les lycéens, comme les travailleurs, les étudiants, ont une série de revendications qui leur sont propres : la réduction des effectifs des classes, la participation à la vie de l'établissement, le droit d'action politique à l'intérieur des lycées, la refonte totale des programmes, la démocratisation de l'enseignement, sont autant de revendications qu'une organisation lycéenne doit mettre en avant. Mais cette organisation ne doit pas se limiter à une défense pure et simple des intérêts lycéens sous peine de sombrer dans un corporatisme qui n'est pas de mise car lorsque nous disons clairement que nous refusons d'être les cadres d'une société d'exploitation de

l'homme par l'homme. Cela implique de placer sans cesse le problème lycéen dans son réel contexte : lorsque nous condamnons le Plan Fouchet, il ne s'agit pas de se faire les victimes d'un plan autoritaire, mais de le dénoncer en tant qu'instrument de sélection sociale, émanant directement du Ve Plan, qui est lui-même l'expression du pouvoir que les monopoles exercent sur tous les secteurs de la vie française.

Défendre les lycéens c'est avant tout défendre ceux qui n'ont pas trouvé leur place à l'Université, parce que leur situation sociale le leur interdit. Réclamer le droit d'action politique n'est pas un but en soi, car l'obtenir c'est avoir le moyen de condamner avec plus d'ampleur cette Université au service du grand capital, c'est le moyen de faire participer le plus grand nombre à ce qui n'était avant que le privilège d'une minorité : la contestation permanente de l'Université, et par là, même du système dont elle est l'expression.

Et ceci nous place au coeur du problème qui nous préoccupe : les C.A.L. se doivent de développer partout cette contestation de l'Université, non pour faire de la contestation une fin en soi, mais pour dénoncer la nature du système social, économique, politique qui a mis cette université en place. « Les C.A.L. organisation politique ? » effraient déjà certains qui refusent de voir que tout problème est politique, et particulièrement le problème universitaire. Un mouvement ne se définit pas par l'étiquette que chacun veut bien lui coller, mais par le type de mots d'ordre qu'il avance, par la dynamique des luttes qu'il anime, et les C.A.L. n'ont jamais caché que la révolte

lycéenne avait une dynamique anti-capitaliste. Car une chose doit être claire pour tous : nous pourrions obtenir des réformes, des avantages substantiels dans le cadre du système capitaliste ; nous ne pourrions jamais y faire que l'Université soit au service de tous, et non pas seulement au service des enfants de la classe dominante. La démocratisation de l'enseignement est inconcevable dans le régime actuel, car cela irait à l'encontre de données économiques qui régissent le pays.

Ce préalable posé, nous pouvons maintenant dire que les C.A.L. n'ont pas pour vocation de regrouper tous les lycéens sans exception ; il ne s'agit pas de jeter des exclusives, de se transformer en minorités agissantes, mais simplement d'admettre une réalité : tous les lycéens ne sont pas encore prêts à admettre qu'il faille dépasser leurs propres problèmes pour résoudre ceux de l'Université, qu'il importe, en remettant en cause l'Université, de remettre en cause la société. Le rôle des C.A.L. n'est pas d'être représentatifs de la grande masse des

lycéens, mais d'être capables de la mobiliser dans l'action. La prise de conscience ne s'opérera pas quand chacun aura dans sa poche une carte de membre des C.A.L. mais quand chacun s'unira dans l'action ; tel est le rôle des militants des comités : développer un large mouvement de contestation en dehors des appareils politiques et syndicaux traditionnels, car une des leçons que nous devons tirer des événements de mai est qu'aucun parti ni syndicat n'a répondu aux questions que posaient les travailleurs et les étudiants. Être représentatifs des étudiants, c'est avoir su les mobiliser dans l'action, et non par des textes.

Nous disons clairement que la rentrée universitaire sera catastrophique pour les lycéens et les étudiants. En commun avec les militants étudiants, nous appelons le plus grand nombre à se mobiliser pour reprendre le combat. Le débat aujourd'hui est réforme ou contestation ; les militants du C.A.L. ont choisi la contestation et sont persuadés que la suite des événements leur donnera raison.



JUIN 1968

Rédacteur en chef : **Jean-Daniel BENARD**

Comité de Rédaction :

U.N.E.F. : **SAUVAGEOT, PIERQUIN, MICHEL, MASSON, SCHWARTZ.**

C.A.L. : **WEISSBERG, RECANATI, BUTAUD.**